

PLANÈTE

COP 21 LES ENJEUX

Dans les prochaines semaines, on ne parlera plus que de la COP 21. L'un des plus importants sommets sur le changement climatique jamais organisés aura lieu début décembre à Paris. Quelques clés pour en saisir les objectifs.

PAR HENRI DESLANDES

Cela ne vous aura pas échappé, le mois de juin a été caniculaire en France. De nombreux records de chaleur ont été battus sur l'ensemble du territoire. À l'échelle du Globe aussi, tout le monde a grillé. L'Agence américaine océanique et atmosphérique (NOAA) affirme qu'il s'agit du mois de juin le plus chaud depuis le début des relevés de températures en... 1880. De quoi laisser songeur quand on se souvient que c'était déjà le cas en juin 2014 ! Elle précise également que les six premiers mois de 2015 ont battu des records pour cette période.

Aujourd'hui, plus question de mettre en doute le réchauffement climatique : « *Nous sommes au pied du mur !* » s'exclament les experts. D'où la forte pression qui pèse sur le Sommet international sur le climat organisé à Paris du 30 novembre au 11 décembre. Car que de temps perdu depuis le Sommet de la Terre de 1992 ! Il y a vingt-trois ans, une première prise de conscience internationale avait donné naissance à Rio à la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Pour la

première fois, les pays industrialisés y étaient pointés du doigt pour leur responsabilité dans le réchauffement de la planète et la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) était affirmée.

À QUOI SERT LA COP ?

Depuis 1995 – date de l'entrée en vigueur de la CCNUCC –, la Conférence des Parties (COP) se réunit chaque année pour réviser les promesses des différents États engagés dans ce processus et évaluer les effets de leurs politiques en faveur du climat. Certaines COP sont restées dans l'histoire pour leurs avancées. C'est notamment le cas de la COP 3 à Kyoto. Elle a abouti au fameux protocole de Kyoto qui fixait un taux de réduction des gaz à effet de serre d'au moins 5% entre 2008 et 2012 par rapport à 1990. La COP 17 à Durban a permis quant à elle la création du Fonds vert pour le climat, un mécanisme financier qui aide les pays pauvres à lutter contre les effets du réchauffement climatique. Il atteint aujourd'hui 10,2 milliards de dollars. D'autres ont marqué les mémoires pour leur échec retentissant. On peut citer en particulier la COP 15 à



ALEXO / FOTOLIA

3 chiffres clés

2 C'est le nombre de degrés en-deçà duquel il faudra maintenir le réchauffement mondial d'ici à 2100. Dans son dernier rapport de 2014, le GIEC, Groupe international des experts du climat, souligne déjà que « *la température des surfaces terrestres et océaniques a crû globalement de près de 1% depuis le début du xx^e siècle* » et de « *près de 2,5 °C*

dans certaines parties de l'Afrique ». Si rien n'est fait, le réchauffement pourrait atteindre 5 à 6 °C d'ici à la fin du siècle.

80 C'est le pourcentage des combustibles fossiles encore disponibles (charbon, pétrole, gaz naturel) qu'il faudrait laisser sous terre si l'on veut limiter à 2 °C le réchauffement climatique. D'ici à 2050, les émissions mondiales de gaz à effet de serre

devront baisser de 40% à 70% pour atteindre progressivement une économie quasiment neutre en carbone en 2100.

100 C'est le nombre de milliards de dollars qui devront être mobilisés chaque année par les pays développés à partir de 2020. Cette somme sera destinée à aider les pays en développement à financer des projets en faveur du climat.

Copenhague, qui devait prendre le relais de Kyoto et où aucune décision contraignante n'a été prise. À son tour, la COP 20 à Lima a échoué dans la préparation d'un texte de base pour la COP 21. Autant dire que tout reste à faire !

Tout l'enjeu du sommet de Paris est d'enclencher une nouvelle phase de réduction des émissions mondiales de GES à compter de 2020 et de faire signer à 195 pays un accord universel juridiquement contraignant. Au 20 juillet dernier, seuls 45 pays avaient publié leurs propositions d'engagements pour une transition énergétique. Parmi eux tout de même, la Chine et les États-Unis, les deux plus gros pollueurs mondiaux, l'Union Européenne (France incluse) et la Russie. Barack Obama a d'ailleurs détaillé début août l'America's Clean Power Plan (Plan américain pour une énergie propre), un programme visant à réduire les émissions de GES d'ici à 2030, plus ambitieux que sa version précédente datant de 2014, avec les objectifs de réduire de 32 % les émissions de CO₂ des centrales électriques – dont beaucoup fonctionnent au charbon – par rapport au niveau de 2005 et de porter à 28 % la part des énergies renouvelables.

Mais selon les experts du climat, on est encore loin du compte. Car malgré les efforts relatifs affichés, la plupart des pays rechignent à s'engager sur des objectifs chiffrés de réduction de leurs émissions de GES et, surtout, sur des objectifs mesurables selon des critères identiques. En outre, de nombreux pays émergents comme l'Inde, le Brésil ou l'Indonésie veulent d'abord atteindre un niveau de développement élevé avant de s'engager dans une politique en faveur du climat.

DES SIGNES ENCOURAGEANTS

C'est pourtant tout le contraire qu'il faudrait faire. Un rapport rendu en 2006 par le ministre des Finances britannique d'alors, lord Nicholas Stern, a en effet démontré que les coûts engendrés par les effets dévastateurs du changement climatique à l'horizon 2050 (sécheresses, disparition des glaciers, famines, maladies, submersion des zones côtières, extinction d'espèces, etc.) seraient cinq à vingt fois supérieurs aux coûts engendrés pour accélérer la recherche et le développement des technologies propres. L'an dernier, un nouveau rapport⁽¹⁾, codirigé par ce même Nicholas Stern, concluait chiffres à l'appui que protection du climat et développement économique seront indissociablement liés dans les quinze prochaines années. Moralité : les vainqueurs de demain seront ceux qui s'engagent sans plus tarder vers une économie « bas carbone ».

Par bonheur, il semblerait que de nombreux décideurs politiques et économiques du monde entier aient fini par être sensibles à ces arguments et qu'un accord ambitieux pourrait bien émerger en décembre. En outre, dans le cadre du Plan d'action Lima-Paris, les maires de plus de 2 000 villes s'engagent à réduire les émissions de GES de 454 mégatonnes d'ici à 2020. Des entreprises et des associations de tous les pays ont également fait des promesses en ce sens. Quant à la sensibilisation des populations, elle progresse. Une récente enquête réalisée par la CCNUCC auprès de 10 000 citoyens dans 75 pays montre que 64 % des personnes interrogées estiment que « *tout doit être fait à Paris pour limiter le réchauffement global des températures à 2 °C* ». Les 40 000 personnes attendues lors de la COP 21, dont 25 000 participant aux négociations, n'ont plus qu'à réaliser ce souhait universel. ♦

1. Rapport de la Commission mondiale sur l'Économie et le Climat publié le 16 septembre 2014 à l'ONU.

Nous aussi, nous pouvons agir

On ne le répétera jamais assez : l'action des États, des villes et du secteur privé ne suffira pas pour freiner le réchauffement climatique sans l'action des citoyens. Il est bon de rappeler quelques gestes simples : éteindre la lumière en quittant une pièce ; ne pas chauffer trop fort en hiver ; utiliser au minimum la climatisation et le sèche-linge ; ne pas laisser les appareils électriques en veille ; préférer les transports en commun et le train plutôt que l'avion ; choisir des ampoules basse consommation ; acheter des produits éco-labellisés ; trier ses déchets...

Mais nous pouvons aussi compenser votre empreinte carbone en faisant des dons ciblés à des associations. On peut citer par exemple la Fondation Goodplanet, qui a initié

le programme Action Carbone Solidaire. Partout dans le monde, il finance des projets qui à la fois luttent contre le réchauffement climatique et aident les populations à améliorer leurs conditions de vie (accès aux énergies renouvelables, soutien d'une agriculture durable, reforestation et conservation des forêts, etc.)

goodplanet.org/action-carbone
Nous pouvons également participer à l'opération « Un arbre pour le climat » qui vise à mobiliser les citoyens et les communes pour planter des arbres partout en France durant les mois précédant la COP 21.

unarbrepourleclimat.fr
Sur le site My Positive Impact, initié par la Fondation Nicolas Hulot, nous pourrions découvrir (et aider) les 10 projets français distingués pour leur caractère innovant dans le domaine de la lutte contre le réchauffement climatique, mais aussi soutenir des projets de développement durable en Afrique. mypositiveimpact.org